

Fort de cette première expérience de la haute fonction publique, Jean-Pierre Soisson intègre ensuite le cabinet d'Yvon Bourges, secrétaire d'Etat à l'Information, en 1966, et le suit au secrétariat d'Etat chargé de la Coopération, dans les gouvernements de Georges Pompidou. En 1967, il quitte cependant l'ancien gouverneur colonial pour rejoindre le radical Edgar Faure, ministre de l'Agriculture du général de Gaulle. Parallèlement, à 32 ans, il descend pour la première fois dans l'arène politique, en se présentant aux élections législatives chez lui, dans l'Yonne.

Avec l'assentiment du Premier ministre, il est en effet envoyé succéder au député gaulliste sortant, Pierre Lemarchand, une figure des différents services d'ordre gaullistes, surnommé « le barbouze du Général » et soupçonné d'avoir trempé dans l'affaire Ben Barka. Pas de chance pour lui, le maire Divers droite d'Auxerre, Jean Moreau, ancien ministre de la IV<sup>e</sup> République, se présente également, dispersant en conséquence les voix à droite et provoquant la victoire du socialiste Louis Périllier, ancien résident général à Tunis.

Les événements de mai 1968 et la dissolution de l'Assemblée nationale rebattent toutefois les cartes près d'un an plus tard. De nouveau candidat sous l'étiquette des Républicains indépendants, Jean-Pierre Soisson emporte cette fois le match. Puis les succès s'enchaînent : en 1971, c'est l'élection à la mairie d'Auxerre, le maire sortant, 83 ans et fragilisé par son soutien à Alain Poher en 1969, ne se représentant pas ; et en 1974, Valéry Giscard d'Estaing, qu'il a soutenu avec ferveur, est élu président de la République.

Au lendemain de l'élection, très engagé dans la rédaction de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur de 1968 (auprès d'Edgar Faure), Jean-Pierre Soisson est nommé secrétaire d'Etat aux Universités dans le gouvernement de Jacques Chirac ; c'est le gaulliste Pierre Mazeaud, déjà chargé de la Jeunesse et des Sports auprès de Pierre Messmer, qui garde le portefeuille pendant les premières années de la « cohabitation » Giscard d'Estaing-Chirac.

En janvier 1976, Jean-Pierre Soisson profite d'un mouvement d'ensemble pour changer de poste. Paul Granet, jusqu'alors secrétaire d'Etat à la Formation professionnelle, reprend en effet le portefeuille de secrétaire d'Etat chargé de l'Environnement, que Gabriel Péronnet avait brièvement occupé de juin à octobre 1974 et qui était depuis vacant. Jean-Pierre Soisson est propulsé dans un nouveau ministère, avec une nouvelle tutelle, mais aussi de grands chantiers à mener.

Le départ de Jacques Chirac, à l'été 1976, le conduit au secrétariat d'Etat à la Jeunesse et au Sports, transformé en ministère de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs, en 1978. Pendant cinq années, il se fait le porte-étendard du programme de Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre en faveur de la jeunesse : accompagnement de la mise en œuvre de la réforme Haby sur les collèges, soutien aux Pactes nationaux pour l'emploi des jeunes de Christian Beullac, déploiement d'un grand plan en faveur de la pratique sportive des jeunes, promotion des échanges de jeunes à l'étranger, etc.

Réélu maire d'Auxerre en 1977 et député de l'Yonne en 1978, Jean-Pierre Soisson s'impose comme une grande voix de la majorité présidentielle, occupant notamment les fonctions de secrétaire général de l'UDF en 1977-1978, à un moment où Valéry Giscard d'Estaing veut faire souffler un vent de jeunesse sur son mouvement. En 1983, élu conseiller général de l'Yonne, il

accède à la vice-présidence du département et, en 1986, il entre au conseil régional de Bourgogne, dont il devient le vice-président et où il siègera même comme président en 1992-1993 puis 1998-2004.

En 1988, il crée la surprise en acceptant de participer comme ministre d'ouverture au gouvernement de Michel Rocard, avec le portefeuille de ministre du Travail, ce qui lui vaut parfois l'appellation de « caméléon politique ». Il poursuit cette aventure à gauche en acceptant les postes successifs de ministre de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration en 1991-1992, puis de ministre de l'Agriculture et du Développement rural en 1992-1993, auprès d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy, aventure qui le conduit à participer à la création de France unie, un micro-parti transpartisan, où se regroupent notamment les radicaux de gauche.

Elu à la présidence du conseil régional de Bourgogne grâce au soutien du Front national en 1998, il perd l'étiquette UDF et s'apparente alors à Démocratie libérale, le parti de centre-droit d'Alain Madelin. Battu à la présidence de la région en 2004 par le socialiste François Patriat, il annonce prendre du champ avec la vie politique, mettant le pied à l'étrier à son ancien suppléant, Guillaume Larrivé, qui lui succède aux législatives de 2012 et se consacrant dès lors à l'écriture de biographies de grandes personnalités de Bourgogne. Il s'est éteint le 27 février 2024, dans sa ville d'Auxerre qu'il aimait tant et à laquelle il avait tant donné.